

L'Adresse

M. Hoepfner: Monsieur le Président, je ne sais s'il y en avait beaucoup d'adoptées. On dit à la campagne que les bonnes intentions, ça nourrit personne, pourtant, c'est à peu près tout ce que j'ai vu jusqu'à présent dans cette Chambre. C'est à peu près tout ce que les agriculteurs et les chômeurs ont obtenu de la dernière législature.

Je pense que nous voulons des gestes et non plus de bons mots et de bonnes intentions.

M. Garry Breitkreuz (Yorkton—Melville): Permettez-moi de vous féliciter, monsieur le Président, pour votre élection et votre nomination, et de féliciter aussi le premier ministre et tous les députés élus à la Chambre.

Je m'engage à appuyer toutes les réformes valables proposées par le gouvernement et à condamner les politiques ou projets de loi qui n'auront pas l'appui de la majorité des Canadiens ou des électeurs de ma circonscription.

J'ai vécu dans plusieurs pays et je reviens toujours à Yorkton—Melville, au coeur des prairies canadiennes.

Chaque député prétend représenter la plus belle circonscription du pays, c'est ce dont il a été le plus souvent question à la Chambre. Lorsque tous les problèmes plus urgents auront été réglés, je propose qu'on fasse un débat d'une journée pour enfin trancher cette question.

Les électeurs de Yorkton—Melville méritent des remerciements spéciaux car ils ont participé au processus démocratique et m'ont choisi comme leur serviteur. Je m'engage à faire valoir fidèlement à Ottawa les opinions des gens de ma circonscription, peu importe pour quel parti ou quel candidat ils ont voté. Je suis leur porte-parole, et je ferai entendre leur voix dans cette Chambre.

J'ai réservé mes remerciements les plus chers pour la fin; ils vont, bien sûr, à mon épouse Lydia, à ma famille et à mes amis. Sans leur appui, je ne serais pas ici.

Le discours du Trône parlait amplement de la nécessité d'une réforme du système de sécurité sociale. Malheureusement, depuis quelques années, nos filets de sécurité, comme on les appelle, recueillent plus de gens que les filets de pêche ne rapportent de morues à Terre-Neuve. En fait, en plus des 1,6 million de chômeurs, il y a 869 000 travailleurs découragés qui ont cessé de chercher de l'emploi. Et comme si de telles données n'étaient pas assez décourageantes, on pouvait lire dans le *Globe and Mail* de la semaine dernière que le tiers des travailleurs canadiens sont coincés dans des emplois précaires. Résultat: l'assurance-chômage coûte maintenant près de 20 milliards de dollars par année aux employeurs, travailleurs et contribuables.

Entre 1972 et 1992, le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale a plus que doublé, passant à 2,7 millions de personnes. En 1992-1993, le gouvernement fédéral a déboursé 7,3 milliards de dollars à ce chapitre et les contribuables sont de nouveau mis à contribution pour permettre aux gouvernements provinciaux et municipaux de payer leur part. Ces statistiques sont la preuve indéniable d'une économie faible.

À Terre-Neuve, il semble que les seuls filets qui soient remplis sont les filets de sécurité. C'est le système et non pas les gens qu'il faut blâmer.

Le rapport du Economic Recovery Commission, publié récemment, recommande de remplacer l'assurance-chômage et l'aide sociale par un régime de supplément du revenu qui permettrait de diriger plus de 85 p. 100 de l'argent actuellement dépensé dans ces programmes aux habitants de Terre-Neuve qui en ont le plus besoin.

Le rapport est une condamnation de l'actuel système de sécurité sociale. Le rapport indique, à la page 6, que dans l'ensemble le système actuel a engendré un niveau de dépendance excessif qui est injuste pour les cotisants à la caisse d'assurance-chômage et qui, à la lumière des récentes restrictions budgétaires, n'est pas viable.

• (2000)

En Saskatchewan, les filets de sécurité sont aussi remplis à ras bord. Au cours des 20 dernières années, les sommes affectées aux programmes d'aide sociale se sont multipliées par sept. En 1991-1992, on comptait 28 000 prestataires, dont 47 p. 100 étaient considérés comme tout à fait aptes au travail. Les contribuables ne seraient pas aussi mécontents qu'ils le sont s'ils savaient que l'argent dépensé permettait de résoudre le problème, mais ce n'est pas le cas.

Que ce soit à Cornerbrook, Terre-Neuve ou à Yorkton, Saskatchewan, le système ne se porte pas bien et va de plus en plus mal.

Je tiens à féliciter le gouvernement qui a promis d'annoncer un plan d'action en vue d'une réforme en profondeur du système de sécurité sociale d'ici deux ans, et de consulter les Canadiens à ce sujet.

Je voudrais aussi féliciter les gouvernements provinciaux qui ont pris l'initiative de la réforme de la sécurité du revenu, en particulier les provinces du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve et de l'Alberta. L'époque où chacun protégeait son petit territoire est depuis longtemps révolue et le temps est venu de passer aux véritables innovations et aux solutions sensées. Non seulement les Canadiens attendent que nous agissions en ce sens mais ils le méritent.

Nous trouvons encourageante la promesse du gouvernement de tenir des consultations au cours des deux prochaines années, mais nous sommes surpris du manque d'information au sujet de l'orientation qu'il entend donner à la modernisation et à la restructuration du système. Les Canadiens veulent être directement consultés mais ils veulent aussi que nous fassions preuve de leadership au moment où nous entamons ce qui semble être une révision en profondeur de l'appareil de sécurité sociale.

Le plan d'action du gouvernement devra passer plusieurs épreuves avant d'avoir prouvé son efficacité. Premièrement, pourrions-nous payer nos programmes sociaux, ou allons-nous continuer à endetter nos enfants?

Deuxièmement, le régime d'assurance-chômage redeviendrait-il un véritable programme d'assurance?